

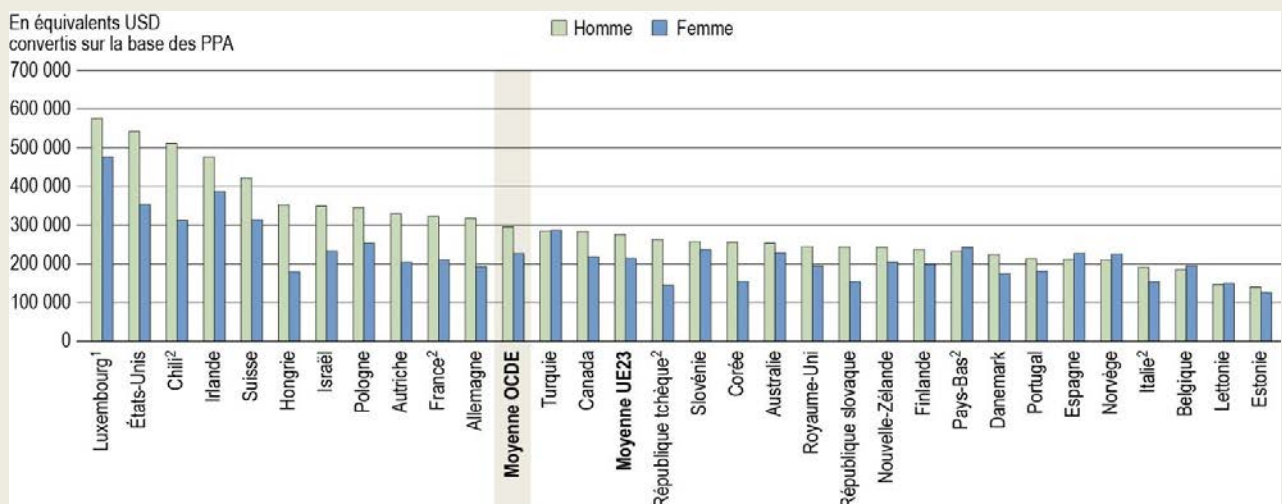
# Indicateur A5. Quels sont les facteurs financiers qui incitent à investir dans l'éducation ?

## Faits marquants

- Le rendement privé de l'investissement dans l'enseignement tertiaire est considérable : les diplômés de l'enseignement tertiaire sont plus susceptibles que ceux qui ne sont pas diplômés de ce niveau d'enseignement de travailler et d'être mieux rémunérés.
- L'éducation est rentable non seulement pour les individus, mais aussi pour les comptes publics qui profitent des niveaux plus élevés de recettes fiscales et de cotisations sociales versés par les diplômés de l'enseignement tertiaire.
- Dans les pays de l'OCDE, les hommes investissent de l'ordre de 45 100 USD (coûts directs et manque à gagner) en moyenne dans l'obtention d'un diplôme tertiaire, et les femmes, de l'ordre de 34 800 USD. Car les hommes tendent à afficher des rémunérations et des taux d'emploi supérieurs, leur bénéfice total est également plus élevé pendant leur carrière : ils touchent 341 000 USD, contre 262 400 USD pour les femmes.

### Graphique A5.1. Rendement financier privé net de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin ou féminin (2016)

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %



1. L'année de référence n'est pas 2016. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

2. Les résultats se basent sur les revenus nets des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire (par comparaison avec les revenus nets des adultes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

Les pays sont classés par ordre décroissant du rendement financier privé net pour un homme.

Source : OCDE (2019), tableaux A5.1a et A5.1b. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

## Contexte

Consacrer du temps et de l'argent aux études, c'est investir dans le capital humain. L'amélioration des débouchés sur le marché du travail (voir l'indicateur A3) et la perspective de revenus plus élevés (voir l'indicateur A4) sont des facteurs qui incitent fortement les individus à investir dans l'éducation et à retarder leur entrée dans la vie active. Le niveau de formation est plus élevé chez les femmes que chez les hommes (voir l'indicateur A1), mais ces derniers tirent un plus grand profit de leur investissement dans la poursuite de leurs études, sous la forme de meilleurs débouchés et de salaires plus élevés dans l'ensemble.

Les pays bénéficient également de l'élévation du niveau de formation de leur population au travers de l'augmentation des recettes fiscales et des cotisations sociales dès l'entrée des individus dans la vie active. Comme l'élévation du niveau de formation profite aux individus et aux pouvoirs publics, il est important d'analyser le rendement financier de l'éducation à la lumière d'autres indicateurs tels que les taux d'accès et de réussite des niveaux supérieurs d'enseignement (voir l'indicateur B5).

Cet indicateur n'aborde pas d'autres facteurs qui influent sur le rendement de l'éducation. Le rendement financier de l'éducation peut par exemple être affecté par le domaine d'études, la situation économique particulière des pays, le marché du travail et le cadre institutionnel ainsi que par des facteurs culturels et sociaux. En outre, les retombées de l'éducation ne sont pas uniquement financières, elles sont aussi économiques, comme l'accroissement de la productivité de la population, et sociales, comme la participation accrue des individus à des activités culturelles ou sportives (voir l'indicateur A6).

## Autres faits marquants

- Dans la plupart des pays de l'OCDE, le principal coût lié aux études tertiaires est le manque à gagner des étudiants et non les coûts directs tels que les frais de scolarité et de subsistance, et ce, même en prenant en considération les revenus des étudiants qui travaillent pendant leurs études supérieures.
- Le rendement privé de l'investissement dans l'éducation dépend du régime fiscal et du système de cotisations sociales des pays. À titre d'exemple, les impôts sur le revenu et les cotisations sociales représentent moins d'un quart du salaire brut d'un homme diplômé de l'enseignement tertiaire au Chili, en Corée et en Estonie, mais en représentent plus de la moitié en Belgique et aux Pays-Bas.
- Dans la quasi-totalité des pays dont les données sont disponibles, le rendement financier net, tant public que privé, d'une licence, d'un master ou d'un doctorat est supérieur au rendement d'une formation tertiaire de cycle court.

## Remarque

Cet indicateur fournit des informations sur les incitations à investir dans la poursuite des études compte tenu des coûts et des bénéfices, y compris le rendement financier net et le taux de rendement interne. Il analyse le choix entre deux options, à savoir poursuivre des études ou entrer dans la vie active. Cet indicateur porte sur deux scénarios : 1) investir dans l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire au lieu d'entrer dans la vie active dès l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ; et 2) investir dans l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au lieu d'entrer dans la vie active sans ce diplôme (disponible en ligne).

Il prend en considération deux types d'investisseurs : 1) les individus qui décident de poursuivre leurs études compte tenu des coûts et de l'avantage salarial net que cela implique (le rendement « privé ») ; et 2) les pouvoirs publics qui décident d'investir dans l'éducation compte tenu des coûts et de l'augmentation de leurs recettes (fiscales) que cela implique (le rendement « public »).

Comme cet indicateur n'estime le rendement financier de l'investissement dans l'éducation que jusqu'à 64 ans, l'âge théorique du départ à la retraite, il ne tient pas compte des pensions de retraite. Les coûts directs de l'éducation présentés dans cet indicateur ne prennent pas en considération les prêts d'études.

Précisons que les valeurs indiquées dans cette édition de *Regards sur l'éducation* ne sont pas nécessairement comparables à celles publiées dans des éditions antérieures, car la méthodologie de cet indicateur est constamment affinée.

## Analyse

### **Facteurs financiers incitant les individus à investir dans l'enseignement tertiaire**

Dans les pays de l'OCDE, investir dans l'éducation est dans l'ensemble payant à long terme, tant pour les hommes que pour les femmes. Le gain sur lequel les individus peuvent tabler pendant toute leur carrière s'ils élèvent leur niveau de formation est supérieur au coût de leurs études à leur charge. Ce constat vaut pour l'enseignement tertiaire ainsi que pour le deuxième cycle de l'enseignement secondaire (voir le graphique A5.1, les tableaux A5.1a et b et les tableaux A5.4a et b, disponibles en ligne).

Dans les pays de l'OCDE, le rendement privé de l'obtention, par un homme, d'un diplôme tertiaire s'élève en moyenne à 295 900 USD. Chez les jeunes, les femmes tendent à être plus nombreuses que les hommes à suivre des études supérieures (voir l'indicateur A1), mais elles tendent aussi à ne pas bénéficier d'un rendement net aussi élevé à l'obtention d'un diplôme tertiaire. En moyenne, l'obtention d'un diplôme tertiaire procure aux femmes un rendement net de 227 600 USD, soit environ trois quarts du rendement que ce diplôme procure aux hommes (voir le graphique A5 1).

Le rendement financier privé de l'enseignement tertiaire est plus élevé chez les hommes que chez les femmes dans la plupart des pays de l'OCDE dont les données sont disponibles. La Belgique, l'Espagne, la Lettonie, la Norvège, les Pays-Bas et la Turquie sont les seuls pays où le rendement financier privé est plus élevé chez femmes que chez les hommes (voir les tableaux A5.1a et b). Dans ces pays, les femmes accusent toujours une rémunération et un taux d'emploi moins élevés que les hommes selon les chiffres de 2016 (voir la base de données de *Regards sur l'éducation*), mais elles retirent un plus grand avantage qu'eux de l'obtention d'un diplôme tertiaire, par comparaison avec un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. En d'autres termes, l'écart entre la rémunération et le taux d'emploi par niveau de formation est plus important chez les femmes que chez les hommes dans ces pays.

Le rendement généralement inférieur chez les femmes peut s'expliquer par plusieurs facteurs, notamment leur rémunération moins élevée, leur taux de chômage plus élevé, leur plus grande propension moyenne à travailler à temps partiel et leur domaine d'études différent de celui des hommes. L'offre de structures d'accueil et d'éducation de la petite enfance de qualité peut aussi influencer sur le taux d'emploi des femmes.

Le taux de rendement interne permet d'analyser le rendement de l'éducation sous un autre angle, car il évalue le taux d'intérêt réel auquel les coûts et bénéfices sont équivalents, c'est-à-dire le taux auquel un seul de rentabilité est atteint. Il peut être interprété comme le taux d'intérêt que l'investissement dans l'élévation du niveau de formation devrait rapporter aux individus chaque année durant leur carrière. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le taux de rendement interne de l'obtention d'un diplôme tertiaire s'établit à 17 % chez les hommes et à 21 % chez les femmes. Le taux de rendement interne supérieur chez les femmes reflète le fait que leur investissement initial dans l'élévation de leur niveau de formation est moins élevé (en termes de manque à gagner) (voir les tableaux A5.1a et b).

### **Coûts et bénéfices privés de l'enseignement tertiaire**

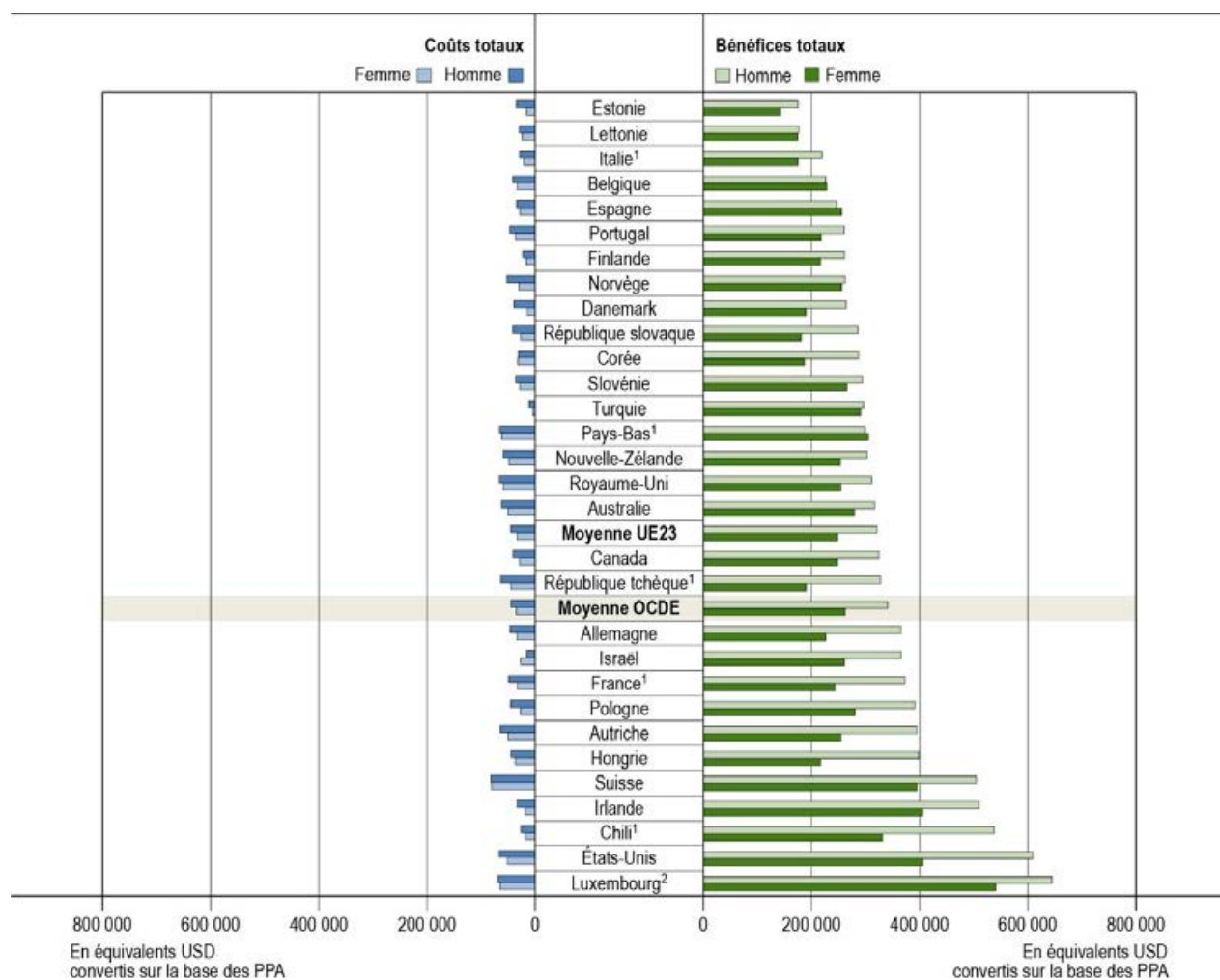
Le rendement financier privé net des individus correspond à la différence entre les coûts et les bénéfices associés à l'élévation de leur niveau de formation. Dans cette analyse, les coûts comprennent les coûts directs de l'investissement dans la poursuite des études et le manque à gagner durant les études ; et les bénéfices correspondent aux revenus du travail. Pour montrer l'impact de la fiscalité sur le bénéfice total, l'effet de l'impôt sur le revenu et l'effet des cotisations sociales sont également analysés (voir la section « Définitions »).

Les coûts privés totaux, qui sont composés des coûts directs et du manque à gagner, augmentent généralement avec l'élévation du niveau de formation. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le coût direct de l'investissement dans une formation tertiaire s'élève au total à 8 400 USD chez les hommes et chez les femmes. Toutefois, dans la plupart des pays, le manque à gagner, c'est-à-dire la rémunération que les individus auraient pu percevoir s'ils

n'avaient pas décidé de faire des études supérieures, est le poste de dépense le plus important. Il varie fortement entre les pays selon la durée de la formation, le niveau de salaire et les différentiels salariaux entre les niveaux de formation. Le modèle d'analyse tient également compte du fait que dans de nombreux pays, il est courant que les étudiants travaillent pendant leurs études, ce qui réduit leur manque à gagner et le coût total de l'investissement dans l'élévation du niveau de formation. L'indicateur A6 publié dans l'édition de 2017 de *Regards sur l'éducation* (OCDE, 2017<sup>[1]</sup>) indique le taux d'emploi des étudiants et leur niveau de rémunération dans les pays membres et partenaires de l'OCDE.

### Graphique A5.2. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin ou féminin (2016)

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %



1. L'année de référence n'est pas 2016. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

2. Les résultats se basent sur les revenus nets des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire (par comparaison avec les revenus nets des adultes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

Les pays sont classés par ordre croissant des bénéfices privés totaux pour un homme.

Source : OCDE (2019), tableaux A5.1a et A5.1b. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/88893397220>

Chez les hommes, le manque à gagner associé à l'obtention d'un diplôme tertiaire va de moins de 10 000 USD en Israël et en Turquie, à près de 70 000 USD en Suisse. Parmi tous les pays de l'OCDE dont les données sont disponibles, c'est en Suisse que les coûts privés totaux, c'est-à-dire la somme des coûts directs et du manque à gagner, sont les plus élevés, et en Turquie qu'ils sont les plus bas. Le coût privé total de l'obtention d'un diplôme tertiaire est plus de sept fois plus élevé en Suisse qu'en Turquie, tant chez les hommes que chez les femmes (voir les tableaux A5.1a et b).

Le graphique A5.2 montre que l'élévation du niveau de formation procure des bénéfices considérables aux individus, qui peuvent toutefois varier entre les hommes et les femmes selon la situation du marché du travail dans leur pays. En moyenne, l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire procure un bénéfice total de 341 000 USD aux hommes, mais de 262 400 USD aux femmes. En d'autres termes, les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire gagneront environ 2 000 USD de plus par an (par comparaison avec les hommes diplômés au plus du deuxième cycle de l'enseignement secondaire) que leurs homologues féminines en 40 ans de carrière. Cette différence s'explique essentiellement par la variation des rémunérations entre les sexes (voir l'indicateur A4), mais elle est également imputable aux taux d'inactivité et de chômage plus élevés des femmes (voir l'indicateur A3) (voir les tableaux A5.1a et b).

L'élévation du niveau de formation accroît certes les revenus du travail des individus tout au long de leur carrière, mais les bénéfices privés qu'elle leur procure dépendent aussi de la fiscalité et du système de cotisations sociales des pays (Brys and Torres, 2013<sup>[2]</sup>). À titre d'exemple, les impôts sur le revenu et les cotisations sociales représentent moins d'un quart du salaire brut d'un homme diplômé de l'enseignement tertiaire au Chili, en Corée et en Estonie, mais en représentent plus de la moitié en Belgique et aux Pays-Bas. Comme les femmes tendent à gagner moins, elles se situent souvent dans des tranches inférieures d'imposition. En Irlande et en Israël par exemple, les impôts sur le revenu et les cotisations sociales dus par les diplômés de l'enseignement tertiaire en fonction de leur salaire brut sont moins élevés de 10 points de pourcentage environ chez les femmes que chez les hommes (voir les tableaux A5.1a et b). Les impôts et les cotisations sociales sont également en rapport avec les régimes et les programmes de retraite, qui ne sont pas abordés dans cet indicateur.

### ***Facteurs financiers incitant les pouvoirs publics à investir dans l'enseignement tertiaire***

Les pouvoirs publics investissent massivement dans l'éducation (voir l'indicateur C3). D'un point de vue budgétaire, il est important de déterminer s'ils récupéreront les montants engagés, en particulier en temps d'austérité. Comme l'élévation du niveau de formation tend à se traduire par une augmentation des revenus (voir l'indicateur A4), les investissements dans l'éducation produisent un rendement public, puisque les diplômés de l'enseignement tertiaire paient plus de cotisations sociales et d'impôts sur le revenu. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le rendement public net de l'investissement pour chaque diplômé de l'enseignement tertiaire s'élève à 148 200 USD environ pour un homme, et à 77 300 USD pour une femme (voir le graphique A5.3).

Le rendement public net de l'investissement est étroitement lié au rendement privé. Les pays où le rendement de l'enseignement tertiaire est le plus élevé pour les individus sont aussi ceux où il est le plus élevé pour les pouvoirs publics (voir les graphiques A5.1 et A5.3). C'est le cas aux États-Unis, en Irlande et au Luxembourg, où le rendement financier net est très élevé, tant pour les individus que pour les pouvoirs publics.

Toutefois, les régimes fiscaux différents peuvent influencer sensiblement sur la mesure dans laquelle le rendement public suit le rendement privé. Au Chili par exemple, le rendement masculin privé de l'obtention d'un diplôme tertiaire est l'un des plus élevés mais le rendement public y est le deuxième le moins élevé, car le régime fiscal est tel que les impôts et les cotisations sociales dus sur les tranches supérieures de rémunération sont proportionnellement moins élevés (voir les tableaux A5.1a et A5.2a).

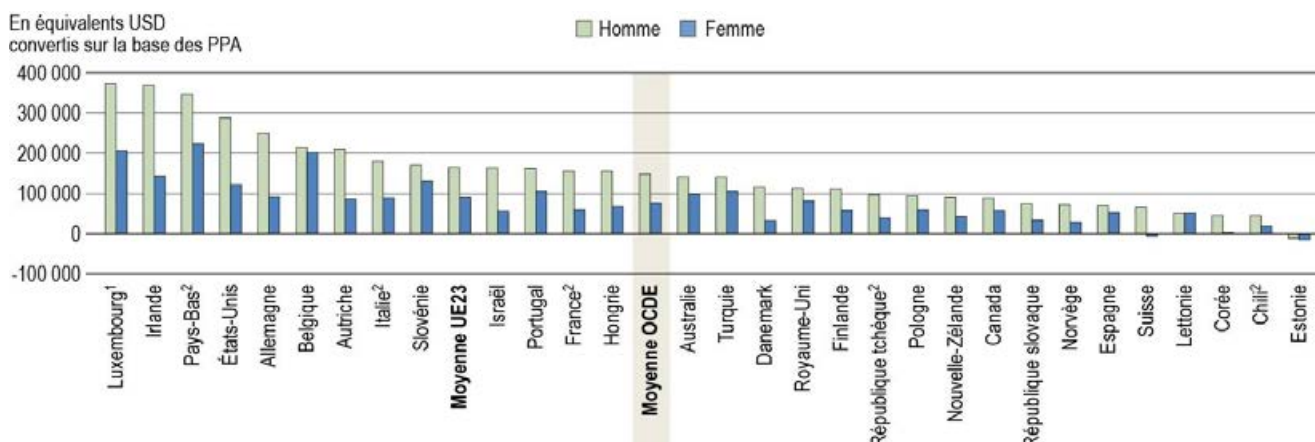
### ***Coûts et bénéfices publics de l'enseignement tertiaire***

Le rendement financier net est évalué sur la base de la différence entre les coûts et bénéfices associés à l'élévation du niveau de formation des individus. Dans cette analyse, les coûts comprennent les dépenses

publiques directes au titre de l'éducation et le manque à gagner fiscal. Les bénéfices sont calculés compte tenu des recettes fiscales et des cotisations sociales.

### Graphique A5.3. Rendement financier public net de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin ou féminin (2016)

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %



1. Les résultats se basent sur les revenus nets des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire (par comparaison avec les revenus nets des adultes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

2. L'année de référence n'est pas 2016. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

Les pays sont classés par ordre décroissant des rendements publics totaux pour un homme.

Source : OCDE (2019). Tableaux A5.2a. et A5.2b. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933977239>

Pour les pouvoirs publics, les coûts directs (y compris les bourses versées aux étudiants) représentent la plus grande partie du coût public total de l'enseignement tertiaire, même si les prêts d'études ne sont pas pris en considération dans cet indicateur. Ce constat vaut particulièrement pour des pays comme le Danemark, la Finlande et la Norvège, où les étudiants s'acquittent de frais de scolarité minimales, voire nuls, et où ils bénéficient d'aides publiques généreuses s'ils font des études supérieures (voir l'indicateur C5). Les pays où les coûts directs sont élevés sont aussi ceux où le coût public total est le plus élevé ; le coût public total est par exemple supérieur à 100 000 USD pour les hommes au Danemark, au Luxembourg, en Norvège et en Suisse. Par contraste, c'est au Chili que le coût public total est le moins élevé de tous les pays de l'OCDE (environ 10 000 USD pour les hommes et les femmes). En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le coût public de l'obtention par un individu d'un diplôme tertiaire s'élève au total à 58 100 USD pour un homme, et à 54 100 USD pour une femme (voir les tableaux A5.2a et b).

Les pouvoirs publics compensent le coût direct de l'investissement et le manque à gagner fiscal associés à l'élévation du niveau de formation par les recettes fiscales et les cotisations sociales plus élevées des travailleurs qui sont souvent mieux rémunérés puisqu'ils sont plus instruits. En moyenne, le bénéfice public de l'obtention d'un diplôme tertiaire s'élève au total à 206 300 USD pour un homme, et à 131 400 USD pour une femme (voir les tableaux A5.2a et b).

Le bénéfice public total varie entre les sexes, essentiellement car hommes et femmes ne sont pas logés à la même enseigne sur le marché du travail. Ce constat donne à penser que les gouvernements pourraient prendre des mesures en vue de favoriser l'entrée des femmes sur le marché du travail et d'accroître leur taux d'emploi.



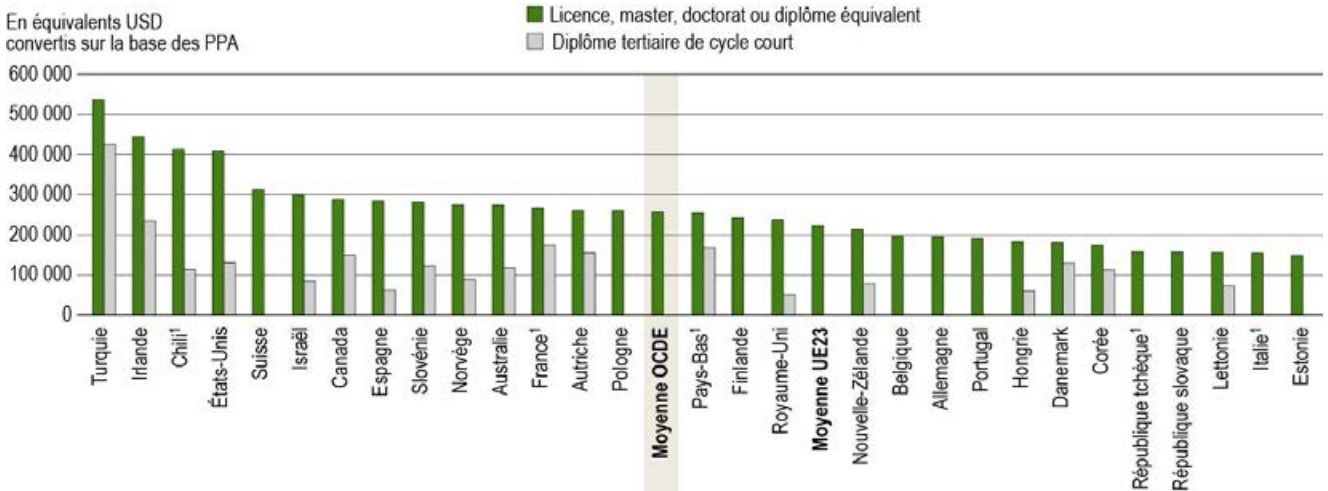
En moyenne, le bénéfice public total de l'investissement dans l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire est environ 57 % plus élevé pour un homme que pour une femme. Parmi les pays de l'OCDE, c'est en Irlande, au Luxembourg et aux Pays-Bas que le rendement public total de l'investissement dans l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire est le plus élevé pour les hommes (plus de 400 000 USD), et en Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas qu'il est le plus élevé pour les femmes (plus de 250 000 USD) (voir les tableaux A5.2a et b).

Pour les pouvoirs publics, le taux de rendement interne de l'investissement dans l'obtention d'un diplôme tertiaire est plus élevé chez les hommes (9 %) que chez les femmes (7 %). Cette différence entre les sexes s'explique par le fait que le coût public (c'est-à-dire l'investissement public) est très similaire chez les hommes et chez les femmes, mais que le bénéfice public est plus élevé chez les hommes que chez les femmes (voir les tableaux A5.2a et b et les tableaux A5.5a et b, disponibles en ligne).

En moyenne, le bénéfice public total de l'obtention, par un homme, d'un diplôme tertiaire (206 300 USD) se décompose comme suit : l'effet des recettes fiscales (148 100 USD) et l'effet des cotisations sociales (58 200 USD). Quant au bénéfice public total de l'obtention, par une femme, d'un diplôme tertiaire, il est moins élevé (131 400 USD) et se décompose selon les effets suivants : 87 300 USD de recettes fiscales et 44 100 USD de cotisations sociales (voir les tableaux A5.2a et b).

#### Graphique A5.4. Rendement financier privé net de l'obtention, chez les individus de sexe féminin, d'un diplôme de l'enseignement tertiaire de cycle court, ou de licence, master, doctorat ou de niveaux équivalents (2016)

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %



**Remarque :** Un diplôme de l'enseignement tertiaire de cycle court correspond au niveau 5 de la CITE, et un diplôme de licence, master, doctorat ou de niveaux équivalents, aux niveaux 6, 7 et 8 de la CITE.

1. L'année de référence n'est pas 2016. Consulter le tableau source pour de plus amples informations.

Les pays sont classés par ordre décroissant des rendements privés totaux de l'obtention, chez les individus de sexe féminin, d'un diplôme de licence, master, doctorat ou de niveaux équivalents.

**Source :** OCDE (2019). Tableau A5.3b. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

### **Coûts et bénéfices publics et privés par niveau de l'enseignement tertiaire**

Le rendement de l'enseignement tertiaire peut être analysé par niveau d'enseignement, d'une part, dans les formations de cycle court (niveau 5 de la CITE) et, d'autre part, en licence, en master et en doctorat ou formations équivalentes (niveaux 6, 7 et 8 de la CITE). La composition de l'effectif diplômé de chaque niveau de l'enseignement tertiaire varie entre les pays (voir l'indicateur A1), et la répartition des diplômés entre les niveaux peut grandement influencer le rendement financier global de l'enseignement tertiaire (voir le graphique A5.4).

Dans la quasi-totalité des pays dont les données sont disponibles, une licence, un master ou un doctorat procure un rendement privé et public net plus élevé qu'une formation tertiaire de cycle court. Le coût total d'une licence, d'un master ou d'un doctorat tend à être supérieur à celui d'une formation tertiaire de cycle court, mais le bénéfice total que les individus retirent de leurs études pendant leur carrière compense le coût initial plus élevé de leurs études (voir les tableaux A5.3a et b).

La Turquie est le seul pays où le rendement public et privé de l'obtention, par un homme, d'un diplôme tertiaire de cycle court est supérieur à celui de l'obtention d'une licence, d'un master ou d'un doctorat. C'est également le pays de l'OCDE qui affiche le pourcentage le plus élevé (48 %) de l'effectif de nouveaux inscrits en formation tertiaire de cycle court (voir l'indicateur B4). En Corée et au Danemark, le rendement public de l'obtention, par une femme, d'un diplôme tertiaire de cycle court est supérieur à celui de l'obtention d'une licence, d'un master ou d'un doctorat.

#### **Encadré A5.1. L'effet du taux d'actualisation sur le rendement net de l'éducation**

Calculer le rendement financier, ou la valeur actuelle nette, de l'élévation du niveau de formation revient à analyser les coûts et bénéfices de l'investissement et, à cet effet, de convertir les flux futurs en flux actuels à l'aide d'un taux d'actualisation. Le taux d'actualisation permet de tenir compte de l'inflation et de convertir les montants futurs en montants actuels. Le taux d'actualisation est difficile à choisir, car il influe fortement sur l'évaluation des investissements qui ont des effets à long terme, comme ceux dans l'éducation.

Les montants indiqués dans les tableaux et graphiques de cet indicateur sont calculés sur la base d'un taux d'actualisation de 2 %, choisi en fonction de la moyenne des taux d'intérêt réel des obligations d'État dans les pays de l'OCDE. On aurait toutefois pu choisir un taux d'actualisation plus élevé au motif qu'investir dans l'éducation n'est pas sans risque. Les pays de l'OCDE qui se livrent à des analyses similaires de coûts et de bénéfices ont choisi un taux d'actualisation supérieur à 2 %, mais le taux utilisé varie entre eux (OCDE, 2018<sup>[3]</sup>).

Afin d'évaluer l'importance de l'impact du taux d'actualisation, il est utile d'effectuer une analyse de sensibilité. Le tableau A5.a indique la variation du rendement financier net de l'obtention, par un homme, d'un diplôme tertiaire, en fonction de trois taux d'actualisation différents. Passer d'un taux d'actualisation de 2 % à un taux de 3.75 % réduit la valeur actuelle nette de plus de 30 % dans tous les pays dont les données sont disponibles. Si un taux d'actualisation de 8 % est utilisé, la valeur actuelle nette chute d'au moins 70 % dans tous les pays. Ces comparaisons montrent à quel point la valeur actuelle nette est sensible à la variation du taux d'actualisation.



**Tableau A5.a. Rendement financier net de l'obtention d'un diplôme tertiaire chez les hommes, selon le taux d'actualisation (2016)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB

|                                   | Taux d'actualisation |         |         |
|-----------------------------------|----------------------|---------|---------|
|                                   | 2.00 %               | 3.75 %  | 8.00 %  |
| Australie                         | 254 300              | 152 300 | 41 300  |
| Autriche                          | 330 600              | 179 900 | 30 500  |
| Belgique                          | 185 200              | 105 200 | 21 100  |
| Canada                            | 283 900              | 178 300 | 61 500  |
| Chili <sup>1</sup>                | 511 300              | 330 900 | 133 000 |
| République tchèque <sup>1,2</sup> | 263 500              | 155 100 | 36 400  |
| Danemark                          | 224 900              | 132 800 | 34 400  |
| Estonie                           | 140 600              | 85 500  | 23 900  |
| Finlande                          | 238 000              | 149 600 | 53 200  |
| France <sup>1</sup>               | 323 800              | 191 400 | 53 800  |
| Allemagne                         | 319 100              | 196 500 | 64 000  |
| Hongrie <sup>2</sup>              | 353 300              | 229 500 | 87 500  |
| Irlande                           | 476 400              | 310 600 | 127 400 |
| Israël                            | 350 200              | 238 400 | 106 900 |
| Italie <sup>1</sup>               | 190 800              | 99 800  | 12 900  |
| Corée                             | 256 000              | 163 600 | 62 100  |
| Lettonie                          | 147 500              | 94 400  | 32 500  |
| Luxembourg <sup>2,3</sup>         | 575 700              | 350 800 | 113 500 |
| Pays-Bas <sup>2,4</sup>           | 233 200              | 136 600 | 31 600  |
| Nouvelle-Zélande                  | 243 800              | 147 200 | 41 900  |
| Norvège                           | 210 100              | 111 800 | 12 300  |
| Pologne <sup>2</sup>              | 345 800              | 218 700 | 76 500  |
| Portugal <sup>2</sup>             | 214 000              | 116 400 | 19 400  |
| République slovaque <sup>2</sup>  | 244 100              | 147 300 | 41 000  |
| Slovénie <sup>2</sup>             | 258 100              | 152 500 | 42 800  |
| Espagne                           | 212 200              | 126 000 | 35 600  |
| Suisse                            | 422 600              | 253 400 | 71 400  |
| Turquie <sup>2</sup>              | 284 600              | 187 900 | 78 600  |
| Royaume-Uni                       | 245 100              | 147 900 | 40 800  |
| États-Unis                        | 542 600              | 346 300 | 128 200 |
| Moyenne OCDE                      | 295 900              | 177 600 | 55 600  |
| Moyenne UE23                      | 276 100              | 164 000 | 48 100  |

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et ceux diplômés du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche.

1. Année de référence : 2015.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Les résultats se basent sur les revenus nets des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire (par comparaison avec les revenus nets des adultes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

4. Année de référence : 2014.

**Source :** OCDE (2019). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933977277>

## Définitions

Le terme « **adultes** » désigne la population âgée de 15 à 64 ans.

Les **coûts directs** correspondent aux dépenses directes d'éducation par élève/étudiant durant la durée des études. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.

- Les **coûts privés directs** correspondent aux dépenses totales des ménages au titre de l'éducation. Ils comprennent les montants nets que les ménages versent aux établissements d'enseignement, ainsi que les sommes qu'ils consacrent à l'achat de biens et services d'éducation en dehors des établissements (fournitures scolaires, tutorat, etc.).
- Les **coûts publics directs** correspondent aux dépenses publiques d'éducation par élève/étudiant. Ils comprennent les dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement, les bourses et autres prestations versées aux élèves/étudiants et aux ménages ainsi que les transferts publics à d'autres entités privées au titre de l'éducation. Ils ne comprennent pas les prêts d'études.

Le **manque à gagner privé** correspond aux revenus nets qu'un individu non scolarisé (qui n'est pas en formation) pourrait percevoir s'il avait trouvé du travail au lieu de décider de poursuivre ses études.

Le **manque à gagner fiscal** correspond aux recettes fiscales supplémentaires que les pouvoirs publics auraient perçues si un individu était entré dans la vie active et avait trouvé du travail au lieu de décider de poursuivre ses études.

Les **avantages salariaux bruts** correspondent à la somme actualisée des avantages salariaux que perçoit un individu pendant sa vie active grâce à l'élévation de son niveau de formation.

L'**effet de l'impôt sur le revenu** correspond à la somme actualisée du supplément d'impôt sur le revenu versé aux pouvoirs publics par un individu au cours de sa carrière en raison de l'élévation de son niveau de formation.

Le **taux de rendement interne** est le taux d'intérêt (hypothétique) calculé sur la base des coûts et bénéfices de l'investissement dans l'éducation. Il indique en quelque sorte les intérêts qu'un individu peut retirer chaque année durant sa carrière de l'investissement dans l'élévation de son niveau de formation.

**Niveaux de formation** : les niveaux de la CITE 2011 sont tous décrits dans le *Guide du lecteur*, au début du présent rapport.

Le **rendement financier net** est la valeur actuelle nette de l'investissement financier dans l'éducation. Le rendement financier net correspond à la différence entre les coûts et bénéfices financiers actualisés de l'investissement dans l'éducation, soit la plus-value de l'éducation en plus du taux d'intérêt réel de 2 % ajouté à ces flux de trésorerie.

## Méthodologie

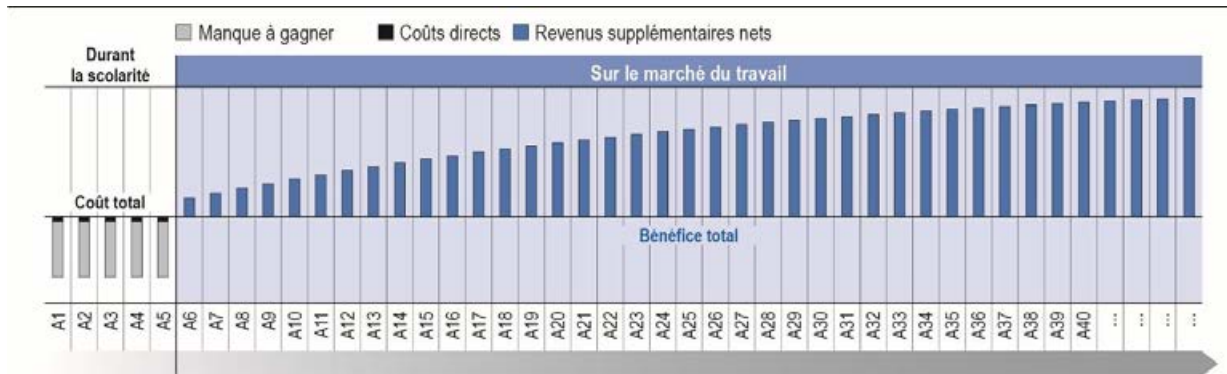
Cet indicateur estime le rendement financier de l'investissement dans l'éducation entre l'âge de 15 ans et un âge théorique de départ à la retraite (64 ans). Le rendement de l'éducation est étudié sous l'angle d'un investissement financier.

Deux périodes sont examinées (voir le diagramme 1) :

- 1) Le temps passé en formation, c'est-à-dire la période durant laquelle les individus et les pouvoirs publics paient le coût de l'éducation ;
- 2) Le temps passé après avoir quitté l'enseignement formel (soit lorsque les individus « ne sont plus scolarisés »), c'est-à-dire la période pendant laquelle l'individu et les pouvoirs publics bénéficient des retombées financières de l'élévation du niveau de formation.

La méthode retenue ici pour calculer le rendement de l'éducation est celle dite de la valeur actuelle nette de l'investissement. Elle consiste à exprimer les flux financiers qui interviennent à différents moments sous la forme d'une valeur actuelle nette pour que les coûts et bénéfices soient directement comparables. Dans ce cadre, les coûts et avantages enregistrés durant toute la carrière sont rapportés au début de l'investissement. Cela consiste à actualiser tous les flux financiers depuis le début de l'investissement au moyen d'un taux d'intérêt fixe (le taux d'actualisation).

**Diagramme 1. Rendement financier de l'investissement dans l'éducation tout au long de la vie pour un individu type**



Ce sont les obligations d'État à long terme qui ont été utilisées comme référence pour choisir le taux d'actualisation. Le taux d'actualisation est difficile à choisir, car il doit refléter non seulement le terme de l'investissement, mais également le coût de l'emprunt ou le risque perçu de l'investissement (voir l'encadré A5.1). Pour permettre les comparaisons et faciliter l'interprétation des résultats, le même taux d'actualisation (2 %) a été appliqué dans tous les pays de l'OCDE. Tous les montants présentés dans les tableaux de cet indicateur sont des valeurs actuelles nettes, converties en équivalents USD sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA).

#### *Changements de méthodologie entre les éditions de 2018 et de 2019 de Regards sur l'éducation*

Le présent modèle porte essentiellement sur les revenus du travail. Les allocations de chômage et les transferts sociaux, mentionnés dans l'édition 2018 de *Regards sur l'éducation*, ne sont pas inclus dans l'édition 2019. Les principaux changements effectués par rapport aux éditions précédentes ont été l'utilisation du taux d'emploi (au lieu d'un ratio basé sur la population active) comme probabilité pour un individu de percevoir des revenus et la prise en compte des revenus effectifs des étudiants pour calculer le manque à gagner. Voir le *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation 2018* (OCDE, 2019<sup>[4]</sup>) pour de plus amples informations. Voir les notes spécifiques aux pays à l'annexe 3 (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

#### Source

Les coûts directs de l'éducation proviennent de l'exercice UOE de collecte de données financières et se rapportent à l'année 2016 (sauf mention contraire dans les tableaux).

Les données sur les revenus proviennent d'une collecte de données réalisée par le réseau LSO de l'OCDE (*Network on Labour Market and Social Outcomes*, réseau chargé d'élaborer les données relatives aux retombées de l'éducation sur l'économie, le marché du travail et la société), qui compile les données des enquêtes nationales sur la population active, des Statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (SILC) de l'Union européenne ainsi que d'autres banques de données et enquêtes nationales. Les revenus sont ventilés

par âge, sexe et niveau de formation. Les rémunérations sont agrégées pendant trois années différentes (2014 à 2016).

Les calculs relatifs à l'impôt sur le revenu ont été effectués sur la base du modèle de l'OCDE présenté dans *Les impôts sur les salaires*, qui détermine l'impôt dû par niveau de revenu. Ce modèle permet de calculer le niveau de la fiscalité sur le travail dans plusieurs scénarios, selon la composition des ménages. Le scénario retenu dans cet indicateur est celui d'un travailleur célibataire et sans enfants. Voir les détails spécifiques à chaque pays concernant le modèle relatif à l'impôt sur le revenu dans *Les impôts sur les salaires 2018* (OCDE, 2018<sup>[5]</sup>).

Les cotisations sociales des salariés sont calculées à l'aide du modèle de l'OCDE présenté dans *Les impôts sur les salaires*, le scénario retenu étant celui d'un travailleur âgé de 40 ans, célibataire et sans enfants. Voir les détails spécifiques à chaque pays concernant le modèle relatif aux cotisations sociales dans *Les impôts sur les salaires 2018* (OCDE, 2018<sup>[5]</sup>).

---

#### Note concernant les données d'Israël

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

## Références

- Brys, B. and C. Torres (2013), "Effective personal tax rates on marginal skills investments in OECD countries: A new methodology", *Documents de travail de l'OCDE sur la fiscalité*, No. 16, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5k425747xbr6-en>. [2]
- OCDE (2019), *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation 2018: Concepts, normes, définitions et classifications*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264305380-fr>. [4]
- OCDE (2018), *Les impôts sur les salaires 2018*, Éditions OCDE, Paris, [https://dx.doi.org/10.1787/tax\\_wages-2018-fr](https://dx.doi.org/10.1787/tax_wages-2018-fr). [5]
- OCDE (2018), *Regards sur l'éducation 2018 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/eag-2018-fr>. [3]
- OCDE (2017), *Regards sur l'éducation 2017 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/eag-2017-fr>. [1]

## Tableaux de l'indicateur A5

|                           |   |
|---------------------------|---|
| <b>Tableau A5.1a</b>      | Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2016)  |
| <b>Tableau A5.1b</b>      | Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2016)   |
| <b>Tableau A5.2a</b>      | Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2016)   |
| <b>Tableau A5.2b</b>      | Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2016)  |
| <b>Tableau A5.3a</b>      | Coûts et bénéfices privés/publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin, selon le niveau de l'enseignement tertiaire (2016) |
| <b>Tableau A5.3b</b>      | Coûts et bénéfices privés/publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin, selon le niveau de l'enseignement tertiaire (2016)  |
| <b>WEB Tableau A5.4a.</b> | Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire chez les hommes (2016)   |
| <b>WEB Tableau A5.4b.</b> | Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire chez les femmes (2016)   |
| <b>WEB Tableau A5.5a.</b> | Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire chez les hommes (2016)  |
| <b>WEB Tableau A5.5b.</b> | Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire chez les hommes (2016)  |

Date butoir pour les données : 19 juillet 2019. Les mises à jour peuvent être consultées en ligne à l'adresse : <http://dx.doi.org/10.1787/eag-data-fr>. D'autres données désagrégées sont également disponibles dans la Base de données de *Regards sur l'éducation* (<http://stats.oecd.org/>).

StatLink: <https://doi.org/10.1787/888933980868>



Tableau A5.1a. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2016)

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

| OCDE | Pays                               | Coûts directs | Manque à gagner | Coûts totaux | Décomposition des revenus du travail<br>(après contrôle de l'effet de chômage) |                       |                                | Bénéfices totaux | Rendement financier net | Taux de rendement interne |
|------|------------------------------------|---------------|-----------------|--------------|--|-----------------------|--------------------------------|------------------|-------------------------|---------------------------|
|      |                                    |               |                 |              | Revenus bruts du travail   | Effet de la fiscalité | Effet des cotisations sociales |                  |                         |                           |
|      |                                    |               |                 |              | (1)  | (2)                   | (3) = (1) + (2)                |                  |                         |                           |
|      | Australie                          | - 23 900      | - 38 200        | - 62 100     | 490 000  | - 173 600             | 0                              | 316 400          | 254 300                 | 13%                       |
|      | Autriche                           | 0             | - 64 300        | - 64 300     | 695 800  | - 197 100             | - 103 800                      | 394 900          | 330 600                 | 10%                       |
|      | Belgique                           | - 1 600       | - 39 800        | - 41 400     | 499 800  | - 197 300             | - 75 900                       | 226 600          | 185 200                 | 11%                       |
|      | Canada                             | - 13 800      | - 27 200        | - 41 000     | 464 000  | - 122 400             | - 16 700                       | 324 900          | 283 900                 | 17%                       |
|      | Chili <sup>1</sup>                 | - 10 500      | - 15 800        | - 26 300     | 592 400  | - 13 300              | - 41 500                       | 537 600          | 511 300                 | 31%                       |
|      | Colombie                           | m             | m               | m            | m  | m                     | m                              | m                | m                       | m                         |
|      | République tchèque <sup>1, 2</sup> | - 4 200       | - 59 600        | - 63 800     | 472 400  | - 93 100              | - 52 000                       | 327 300          | 263 500                 | 12%                       |
|      | Danemark                           | 0             | - 39 100        | - 39 100     | 485 500  | - 221 500             | 0                              | 264 000          | 224 900                 | 13%                       |
|      | Estonie                            | 0             | - 34 500        | - 34 500     | 220 500  | - 41 900              | - 3 500                        | 175 100          | 140 600                 | 13%                       |
|      | Finlande                           | 0             | - 23 200        | - 23 200     | 457 100  | - 155 300             | - 40 600                       | 261 200          | 238 000                 | 20%                       |
|      | France <sup>1</sup>                | - 4 700       | - 44 500        | - 49 200     | 592 800  | - 140 000             | - 79 800                       | 373 000          | 323 800                 | 14%                       |
|      | Allemagne                          | - 3 900       | - 42 400        | - 46 300     | 705 600  | - 214 100             | - 126 100                      | 365 400          | 319 100                 | 16%                       |
|      | Grèce                              | m             | m               | m            | m  | m                     | m                              | m                | m                       | m                         |
|      | Hongrie <sup>2</sup>               | - 12 100      | - 32 900        | - 45 000     | 599 000  | - 89 900              | - 110 800                      | 398 300          | 353 300                 | 20%                       |
|      | Islande                            | m             | m               | m            | m  | m                     | m                              | m                | m                       | m                         |
|      | Irlande                            | - 2 000       | - 31 300        | - 33 300     | 920 400  | - 373 900             | - 36 800                       | 509 700          | 476 400                 | 32%                       |
|      | Israël                             | - 8 400       | - 7 400         | - 15 800     | 553 900  | - 126 000             | - 61 900                       | 366 000          | 350 200                 | 40%                       |
|      | Italie <sup>1</sup>                | - 3 900       | - 24 700        | - 28 600     | 436 700  | - 175 000             | - 42 300                       | 219 400          | 190 800                 | 10%                       |
|      | Japon                              | m             | m               | m            | m  | m                     | m                              | m                | m                       | m                         |
|      | Corée                              | - 7 300       | - 23 700        | - 31 000     | 354 600  | - 37 800              | - 29 800                       | 287 000          | 256 000                 | 22%                       |
|      | Lettonie                           | - 9 600       | - 19 800        | - 29 400     | 256 300  | - 52 500              | - 26 900                       | 176 900          | 147 500                 | 16%                       |
|      | Lituanie                           | m             | m               | m            | m  | m                     | m                              | m                | m                       | m                         |
|      | Luxembourg <sup>2, 3</sup>         | - 2 600       | - 66 400        | - 69 000     | 1 201 900  | - 402 700             | - 154 500                      | 644 700          | 575 700                 | 17%                       |
|      | Mexique                            | m             | m               | m            | m  | m                     | m                              | m                | m                       | m                         |
|      | Pays-Bas <sup>2, 4</sup>           | - 5 200       | - 60 800        | - 66 000     | 721 800  | - 289 500             | - 133 100                      | 299 200          | 233 200                 | 11%                       |
|      | Nouvelle-Zélande                   | - 18 500      | - 40 700        | - 59 200     | 431 400  | - 128 400             | 0                              | 303 000          | 243 800                 | 13%                       |
|      | Norvège                            | 0             | - 52 400        | - 52 400     | 437 800  | - 139 400             | - 35 900                       | 262 500          | 210 100                 | 9%                        |
|      | Pologne <sup>2</sup>               | - 2 600       | - 42 900        | - 45 500     | 532 100  | - 45 900              | - 94 900                       | 391 300          | 345 800                 | 18%                       |
|      | Portugal <sup>2</sup>              | - 9 700       | - 36 900        | - 46 600     | 459 300  | - 148 200             | - 50 500                       | 260 600          | 214 000                 | 10%                       |
|      | République slovaque <sup>2</sup>   | - 7 400       | - 34 200        | - 41 600     | 405 100  | - 65 100              | - 54 300                       | 285 700          | 244 100                 | 13%                       |
|      | Slovénie <sup>2</sup>              | - 1 100       | - 34 800        | - 35 900     | 519 100  | - 110 400             | - 114 700                      | 294 000          | 258 100                 | 14%                       |
|      | Espagne                            | - 10 700      | - 23 600        | - 34 300     | 353 600  | - 84 700              | - 22 400                       | 246 500          | 212 200                 | 14%                       |
|      | Suède                              | m             | m               | m            | m  | m                     | m                              | m                | m                       | m                         |
|      | Suisse                             | - 12 800      | - 69 200        | - 82 000     | 679 800  | - 132 900             | - 42 300                       | 504 600          | 422 600                 | 14%                       |
|      | Turquie <sup>2</sup>               | - 2 300       | - 9 200         | - 11 500     | 467 500  | - 101 300             | - 70 100                       | 296 100          | 284 600                 | 36%                       |
|      | Royaume-Uni                        | - 36 500      | - 29 700        | - 66 200     | 459 000  | - 96 100              | - 51 600                       | 311 300          | 245 100                 | 13%                       |
|      | États-Unis                         | - 36 000      | - 30 300        | - 66 300     | 954 800  | - 272 900             | - 73 000                       | 608 900          | 542 600                 | 20%                       |
|      | Moyenne OCDE                       | - 8 400       | - 36 700        | - 45 100     | 547 300  | - 148 100             | - 58 200                       | 341 000          | 295 900                 | 17%                       |
|      | Moyenne UE23                       | - 5 900       | - 39 300        | - 45 200     | 549 700  | - 159 700             | - 68 700                       | 321 300          | 276 100                 | 15%                       |

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et ceux diplômés du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.

En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2015.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Les résultats se basent sur les revenus nets des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire (par comparaison avec les revenus nets des adultes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

4. Année de référence : 2014.

**Source :** OCDE (2019). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933977087>



**Tableau A5.1b. Coûts et bénéfices privés de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2016)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

| OCDE | Pays                              | Coûts directs   | Manque à gagner       | Coûts totaux    | Décomposition des revenus du travail<br>(après contrôle de l'effet de chômage) |                       |                                | Bénéfices totaux | Rendement financier net | Taux de rendement interne |
|------|-----------------------------------|-----------------|-----------------------|-----------------|--|-----------------------|--------------------------------|------------------|-------------------------|---------------------------|
|      |                                   |                 |                       |                 | Revenus bruts du travail   | Effet de la fiscalité | Effet des cotisations sociales |                  |                         |                           |
|      |                                   |                 |                       |                 | (4)  | (5)                   | (6)                            |                  |                         |                           |
| (1)  | (2)                               | (3) = (1) + (2) | (7) = (4) + (5) + (6) | (8) = (7) + (3) | (9)  |                       |                                |                  |                         |                           |
|      | Australie                         | - 23 900        | - 26 100              | - 50 000        | 406 500  | - 127 300             | 0                              | 279 200          | 229 200                 | 14%                       |
|      | Autriche                          | 0               | - 50 300              | - 50 300        | 420 900  | - 86 900              | - 79 900                       | 254 100          | 203 800                 | 10%                       |
|      | Belgique                          | - 1 600         | - 31 500              | - 33 100        | 485 000  | - 152 700             | - 103 900                      | 228 400          | 195 300                 | 18%                       |
|      | Canada                            | - 13 800        | - 15 000              | - 28 800        | 349 300  | - 73 200              | - 28 100                       | 248 000          | 219 200                 | 23%                       |
|      | Chili <sup>1</sup>                | - 10 500        | - 7 400               | - 17 900        | 358 100  | - 2 000               | - 25 100                       | 331 000          | 313 100                 | 37%                       |
|      | Colombie                          | m               | m                     | m               | m  | m                     | m                              | m                | m                       | m                         |
|      | République tchèque <sup>1,2</sup> | - 4 200         | - 40 800              | - 45 000        | 270 200  | - 50 400              | - 29 700                       | 190 100          | 145 100                 | 10%                       |
|      | Danemark                          | 0               | - 14 200              | - 14 200        | 311 600  | - 122 000             | 0                              | 189 600          | 175 400                 | 26%                       |
|      | Estonie                           | 0               | - 16 000              | - 16 000        | 180 700  | - 34 900              | - 2 900                        | 142 900          | 126 900                 | 22%                       |
|      | Finlande                          | 0               | - 16 500              | - 16 500        | 356 400  | - 108 000             | - 32 300                       | 216 100          | 199 600                 | 27%                       |
|      | France <sup>1</sup>               | - 4 700         | - 28 100              | - 32 800        | 362 400  | - 67 500              | - 51 500                       | 243 400          | 210 600                 | 19%                       |
|      | Allemagne                         | - 3 900         | - 30 000              | - 33 900        | 402 500  | - 92 800              | - 83 200                       | 226 500          | 192 600                 | 14%                       |
|      | Grèce                             | m               | m                     | m               | m  | m                     | m                              | m                | m                       | m                         |
|      | Hongrie <sup>2</sup>              | - 12 100        | - 24 800              | - 36 900        | 325 300  | - 48 800              | - 60 200                       | 216 300          | 179 400                 | 14%                       |
|      | Islande                           | m               | m                     | m               | m  | m                     | m                              | m                | m                       | m                         |
|      | Irlande                           | - 2 000         | - 16 700              | - 18 700        | 586 200  | - 155 900             | - 24 900                       | 405 400          | 386 700                 | 57%                       |
|      | Israël                            | - 8 400         | - 18 500              | - 26 900        | 340 400  | - 45 900              | - 33 600                       | 260 900          | 234 000                 | 24%                       |
|      | Italie <sup>1</sup>               | - 3 900         | - 17 000              | - 20 900        | 300 700  | - 97 100              | - 28 500                       | 175 100          | 154 200                 | 13%                       |
|      | Japon                             | m               | m                     | m               | m  | m                     | m                              | m                | m                       | m                         |
|      | Corée                             | - 7 300         | - 24 400              | - 31 700        | 212 900  | - 8 200               | - 17 900                       | 186 800          | 155 100                 | 20%                       |
|      | Lettonie                          | - 9 600         | - 14 100              | - 23 700        | 251 600  | - 50 800              | - 26 400                       | 174 400          | 150 700                 | 19%                       |
|      | Lituanie                          | m               | m                     | m               | m  | m                     | m                              | m                | m                       | m                         |
|      | Luxembourg <sup>2,3</sup>         | - 2 600         | - 62 100              | - 64 700        | 928 800  | - 268 400             | - 119 600                      | 540 800          | 476 100                 | 20%                       |
|      | Mexique                           | m               | m                     | m               | m  | m                     | m                              | m                | m                       | m                         |
|      | Pays-Bas <sup>2,4</sup>           | - 5 200         | - 56 300              | - 61 500        | 600 900  | - 194 100             | - 101 900                      | 304 900          | 243 400                 | 13%                       |
|      | Nouvelle-Zélande                  | - 18 500        | - 30 100              | - 48 600        | 330 700  | - 77 600              | 0                              | 253 100          | 204 500                 | 16%                       |
|      | Norvège                           | 0               | - 30 100              | - 30 100        | 376 300  | - 89 400              | - 30 900                       | 256 000          | 225 900                 | 18%                       |
|      | Pologne <sup>2</sup>              | - 2 600         | - 24 700              | - 27 300        | 379 700  | - 31 000              | - 67 700                       | 281 000          | 253 700                 | 22%                       |
|      | Portugal <sup>1</sup>             | - 9 700         | - 26 900              | - 36 600        | 358 700  | - 101 200             | - 39 500                       | 218 000          | 181 400                 | 12%                       |
|      | République slovaque <sup>2</sup>  | - 7 400         | - 19 300              | - 26 700        | 253 800  | - 38 000              | - 34 300                       | 181 500          | 154 800                 | 13%                       |
|      | Slovénie <sup>2</sup>             | - 1 100         | - 26 800              | - 27 900        | 447 900  | - 83 000              | - 99 000                       | 265 900          | 238 000                 | 16%                       |
|      | Espagne                           | - 10 700        | - 17 200              | - 27 900        | 346 300  | - 68 800              | - 21 600                       | 255 900          | 228 000                 | 18%                       |
|      | Suède                             | m               | m                     | m               | m  | m                     | m                              | m                | m                       | m                         |
|      | Suisse                            | - 12 800        | - 67 600              | - 80 400        | 496 300  | - 70 100              | - 30 900                       | 395 300          | 314 900                 | 14%                       |
|      | Turquie <sup>2</sup>              | - 2 300         | - 2 000               | - 4 300         | 425 200  | - 70 600              | - 63 800                       | 290 800          | 286 500                 | 62%                       |
|      | Royaume-Uni                       | - 36 500        | - 22 400              | - 58 900        | 367 500  | - 71 100              | - 42 300                       | 254 100          | 195 200                 | 13%                       |
|      | États-Unis                        | - 36 000        | - 15 400              | - 51 400        | 580 800  | - 130 200             | - 44 400                       | 406 200          | 354 800                 | 20%                       |
|      | Moyenne OCDE                      | - 8 400         | - 26 400              | - 34 800        | 393 800  | - 87 300              | - 44 100                       | 262 400          | 227 600                 | 21%                       |
|      | Moyenne UE23                      | - 5 900         | - 27 800              | - 33 700        | 396 900  | - 96 200              | - 52 500                       | 248 200          | 214 500                 | 19%                       |

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et celles diplômées du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.

En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2015.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Les résultats se basent sur les revenus nets des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire (par comparaison avec les revenus nets des adultes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

4. Année de référence : 2014.

**Source :** OCDE (2019) Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888933977106>

**Tableau A5.2a. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin (2016)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

| OCDE                              | Pays            | Décomposition des revenus du travail (après contrôle de l'effet de chômage) |                        |                 |                       |                                |                  |                         |                           |
|-----------------------------------|-----------------|---|------------------------|-----------------|-----------------------|--------------------------------|------------------|-------------------------|---------------------------|
|                                   |                 | Coûts directs   | Manque à gagner fiscal | Coûts totaux    | Effet de la fiscalité | Effet des cotisations sociales | Bénéfices totaux | Rendement financier net | Taux de rendement interne |
|                                   |                 | (1)   | (2)                    | (3) = (1) + (2) | (4)                   | (5)                            | (6) = (4) + (5)  | (7) = (6) + (3)         | (8)                       |
| Australie                         | - 24 100        | - 8 200   | - 32 300               | 173 600         | 0                     | 173 600                        | 141 300          | 12%                     |                           |
| Autriche                          | - 68 300        | - 22 400  | - 90 700               | 197 100         | 103 800               | 300 900                        | 210 200          | 7%                      |                           |
| Belgique                          | - 54 000        | - 4 200   | - 58 200               | 197 300         | 75 900                | 273 200                        | 215 000          | 10%                     |                           |
| Canada                            | - 41 500        | - 9 100   | - 50 600               | 122 400         | 16 700                | 139 100                        | 88 500           | 7%                      |                           |
| Chili <sup>1</sup>                | - 8 800         | - 1 200   | - 10 000               | 13 300          | 41 500                | 54 800                         | 44 800           | 12%                     |                           |
| Colombie                          | m               | m   | m                      | m               | m                     | m                              | m                | m                       |                           |
| République tchèque <sup>1,2</sup> | - 30 200        | - 17 500  | - 47 700               | 93 100          | 52 000                | 145 100                        | 97 400           | 8%                      |                           |
| Danemark                          | - 81 500        | - 24 200  | - 105 700              | 221 500         | 0                     | 221 500                        | 115 800          | 5%                      |                           |
| Estonie                           | - 48 900        | - 7 800   | - 56 700               | 41 900          | 3 500                 | 45 400                         | - 11 300         | 1%                      |                           |
| Finlande                          | - 74 600        | - 10 400  | - 85 000               | 155 300         | 40 600                | 195 900                        | 110 900          | 6%                      |                           |
| France <sup>1</sup>               | - 51 800        | - 12 500  | - 64 300               | 140 000         | 79 800                | 219 800                        | 155 500          | 8%                      |                           |
| Allemagne                         | - 71 100        | - 19 900  | - 91 000               | 214 100         | 126 100               | 340 200                        | 249 200          | 9%                      |                           |
| Grèce                             | m               | m   | m                      | m               | m                     | m                              | m                | m                       |                           |
| Hongrie <sup>2</sup>              | - 28 600        | - 16 600  | - 45 200               | 89 900          | 110 800               | 200 700                        | 155 500          | 12%                     |                           |
| Islande                           | m               | m   | m                      | m               | m                     | m                              | m                | m                       |                           |
| Irlande                           | - 37 000        | - 4 500   | - 41 500               | 373 900         | 36 800                | 410 700                        | 369 200          | 17%                     |                           |
| Israël                            | - 23 700        | - 200   | - 23 900               | 126 000         | 61 900                | 187 900                        | 164 000          | 16%                     |                           |
| Italie <sup>1</sup>               | - 34 900        | - 2 600   | - 37 500               | 175 000         | 42 300                | 217 300                        | 179 800          | 9%                      |                           |
| Japon                             | m               | m   | m                      | m               | m                     | m                              | m                | m                       |                           |
| Corée                             | - 20 100        | - 2 300   | - 22 400               | 37 800          | 29 800                | 67 600                         | 45 200           | 8%                      |                           |
| Lettonie                          | - 19 800        | - 7 800   | - 27 600               | 52 500          | 26 900                | 79 400                         | 51 800           | 9%                      |                           |
| Lituanie                          | m               | m   | m                      | m               | m                     | m                              | m                | m                       |                           |
| Luxembourg <sup>2,3</sup>         | - 171 600       | - 12 300  | - 183 900              | 402 700         | 154 500               | 557 200                        | 373 300          | 8%                      |                           |
| Mexique                           | m               | m   | m                      | m               | m                     | m                              | m                | m                       |                           |
| Pays-Bas <sup>2,4</sup>           | - 59 100        | - 16 400  | - 75 500               | 289 500         | 133 100               | 422 600                        | 347 100          | 11%                     |                           |
| Nouvelle-Zélande                  | - 31 000        | - 7 200   | - 38 200               | 128 400         | 0                     | 128 400                        | 90 200           | 9%                      |                           |
| Norvège                           | - 82 500        | - 20 000  | - 102 500              | 139 400         | 35 900                | 175 300                        | 72 800           | 4%                      |                           |
| Pologne <sup>2</sup>              | - 31 800        | - 14 200  | - 46 000               | 45 900          | 94 900                | 140 800                        | 94 800           | 8%                      |                           |
| Portugal <sup>2</sup>             | - 32 100        | - 4 600   | - 36 700               | 148 200         | 50 500                | 198 700                        | 162 000          | 10%                     |                           |
| République slovaque <sup>2</sup>  | - 35 700        | - 8 600   | - 44 300               | 65 100          | 54 300                | 119 400                        | 75 100           | 7%                      |                           |
| Slovenie <sup>2</sup>             | - 38 300        | - 17 100  | - 55 400               | 110 400         | 114 700               | 225 100                        | 169 700          | 9%                      |                           |
| Espagne                           | - 35 200        | - 1 400   | - 36 600               | 84 700          | 22 400                | 107 100                        | 70 500           | 7%                      |                           |
| Suède                             | m               | m   | m                      | m               | m                     | m                              | m                | m                       |                           |
| Suisse                            | - 96 500        | - 13 000  | - 109 500              | 132 900         | 42 300                | 175 200                        | 65 700           | 4%                      |                           |
| Turquie <sup>2</sup>              | - 28 800        | - 2 000   | - 30 800               | 101 300         | 70 100                | 171 400                        | 140 600          | 12%                     |                           |
| Royaume-Uni                       | - 26 500        | - 8 300   | - 34 800               | 96 100          | 51 600                | 147 700                        | 112 900          | 11%                     |                           |
| États-Unis                        | - 47 900        | - 9 400   | - 57 300               | 272 900         | 73 000                | 345 900                        | 288 600          | 14%                     |                           |
| <b>Moyenne OCDE</b>               | <b>- 47 900</b> | <b>- 10 200</b>   | <b>- 58 100</b>        | <b>148 100</b>  | <b>58 200</b>         | <b>206 300</b>                 | <b>148 200</b>   | <b>9%</b>               |                           |
| <b>Moyenne UE23</b>               | <b>- 51 600</b> | <b>- 11 700</b>   | <b>- 63 300</b>        | <b>159 700</b>  | <b>68 700</b>         | <b>228 400</b>                 | <b>165 100</b>   | <b>9%</b>               |                           |

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et celles diplômées du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.

En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2015.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Les résultats se basent sur les revenus nets des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire (par comparaison avec les revenus nets des adultes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

4. Année de référence : 2014.

**Source :** OCDE (2019). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.



**Tableau A5.2b. Coûts et bénéfices publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin (2016)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

| OCDE                              | Pays      | Décomposition des revenus du travail (après contrôle de l'effet de chômage) |                        |                 |                       |                                |                  |                         |                           |
|-----------------------------------|-----------|---|------------------------|-----------------|-----------------------|--------------------------------|------------------|-------------------------|---------------------------|
|                                   |           | Coûts directs   | Manque à gagner fiscal | Coûts totaux    | Effet de la fiscalité | Effet des cotisations sociales | Bénéfices totaux | Rendement financier net | Taux de rendement interne |
|                                   |           | (1)   | (2)                    | (3) = (1) + (2) | (4)                   | (5)                            | (6) = (4) + (5)  | (7) = (6) + (3)         | (8)                       |
| Australie                         | - 24 100  | - 4 300   | - 28 400               | 127 300         | 0                     | 127 300                        | 98 900           | 12%                     |                           |
| Autriche                          | - 68 300  | - 13 400  | - 81 700               | 86 900          | 79 900                | 166 800                        | 85 100           | 5%                      |                           |
| Belgique                          | - 54 000  | - 1 100   | - 55 100               | 152 700         | 103 900               | 256 600                        | 201 500          | 12%                     |                           |
| Canada                            | - 41 500  | - 3 200   | - 44 700               | 73 200          | 28 100                | 101 300                        | 56 600           | 7%                      |                           |
| Chili <sup>1</sup>                | - 8 800   | - 600   | - 9 400                | 2 000           | 25 100                | 27 100                         | 17 700           | 8%                      |                           |
| Colombie                          | m         | m   | m                      | m               | m                     | m                              | m                | m                       |                           |
| République tchèque <sup>1,2</sup> | - 30 200  | - 10 500  | - 40 700               | 50 400          | 29 700                | 80 100                         | 39 400           | 5%                      |                           |
| Danemark                          | - 81 500  | - 9 000   | - 90 500               | 122 000         | 0                     | 122 000                        | 31 500           | 3%                      |                           |
| Estonie                           | - 48 900  | - 3 500   | - 52 400               | 34 900          | 2 900                 | 37 800                         | - 14 600         | 0%                      |                           |
| Finlande                          | - 74 600  | - 7 800   | - 82 400               | 108 000         | 32 300                | 140 300                        | 57 900           | 5%                      |                           |
| France <sup>1</sup>               | - 51 800  | - 8 000   | - 59 800               | 67 500          | 51 500                | 119 000                        | 59 200           | 6%                      |                           |
| Allemagne                         | - 71 100  | - 13 200  | - 84 300               | 92 800          | 83 200                | 176 000                        | 91 700           | 6%                      |                           |
| Grèce                             | m         | m   | m                      | m               | m                     | m                              | m                | m                       |                           |
| Hongrie <sup>2</sup>              | - 28 600  | - 12 500  | - 41 100               | 48 800          | 60 200                | 109 000                        | 67 900           | 7%                      |                           |
| Islande                           | m         | m   | m                      | m               | m                     | m                              | m                | m                       |                           |
| Irlande                           | - 37 000  | - 400   | - 37 400               | 155 900         | 24 900                | 180 800                        | 143 400          | 12%                     |                           |
| Israël                            | - 23 700  | - 700   | - 24 400               | 45 900          | 33 600                | 79 500                         | 55 100           | 9%                      |                           |
| Italie <sup>1</sup>               | - 34 900  | - 1 800   | - 36 700               | 97 100          | 28 500                | 125 600                        | 88 900           | 7%                      |                           |
| Japon                             | m         | m   | m                      | m               | m                     | m                              | m                | m                       |                           |
| Corée                             | - 20 100  | - 2 300   | - 22 400               | 8 200           | 17 900                | 26 100                         | 3 700            | 3%                      |                           |
| Lettonie                          | - 19 800  | - 5 200   | - 25 000               | 50 800          | 26 400                | 77 200                         | 52 200           | 9%                      |                           |
| Lituanie                          | m         | m   | m                      | m               | m                     | m                              | m                | m                       |                           |
| Luxembourg <sup>2,3</sup>         | - 171 600 | - 10 500  | - 182 100              | 268 400         | 119 600               | 388 000                        | 205 900          | 6%                      |                           |
| Mexique                           | m         | m   | m                      | m               | m                     | m                              | m                | m                       |                           |
| Pays-Bas <sup>2,4</sup>           | - 59 100  | - 13 300  | - 72 400               | 194 100         | 101 900               | 296 000                        | 223 600          | 10%                     |                           |
| Nouvelle-Zélande                  | - 31 000  | - 4 700   | - 35 700               | 77 600          | 0                     | 77 600                         | 41 900           | 6%                      |                           |
| Norvège                           | - 82 500  | - 8 600   | - 91 100               | 89 400          | 30 900                | 120 300                        | 29 200           | 3%                      |                           |
| Pologne <sup>2</sup>              | - 31 800  | - 8 000   | - 39 800               | 31 000          | 67 700                | 98 700                         | 58 900           | 7%                      |                           |
| Portugal <sup>2</sup>             | - 32 100  | - 3 300   | - 35 400               | 101 200         | 39 500                | 140 700                        | 105 300          | 9%                      |                           |
| République slovaque <sup>2</sup>  | - 35 700  | - 2 700   | - 38 400               | 38 000          | 34 300                | 72 300                         | 33 900           | 5%                      |                           |
| Slovénie <sup>2</sup>             | - 38 300  | - 12 900  | - 51 200               | 83 000          | 99 000                | 182 000                        | 130 800          | 8%                      |                           |
| Espagne                           | - 35 200  | - 1 400   | - 36 600               | 68 800          | 21 600                | 90 400                         | 53 800           | 6%                      |                           |
| Suède                             | m         | m   | m                      | m               | m                     | m                              | m                | m                       |                           |
| Suisse                            | - 96 500  | - 11 800  | - 108 300              | 70 100          | 30 900                | 101 000                        | - 7 300          | 2%                      |                           |
| Turquie <sup>2</sup>              | - 28 800  | - 300   | - 29 100               | 70 600          | 63 800                | 134 400                        | 105 300          | 11%                     |                           |
| Royaume-Uni                       | - 26 500  | - 5 200   | - 31 700               | 71 100          | 42 300                | 113 400                        | 81 700           | 11%                     |                           |
| États-Unis                        | - 47 900  | - 5 000   | - 52 900               | 130 200         | 44 400                | 174 600                        | 121 700          | 9%                      |                           |
| Moyenne OCDE                      | - 47 900  | - 6 200   | - 54 100               | 87 300          | 44 100                | 131 400                        | 77 300           | 7%                      |                           |
| Moyenne UE23                      | - 51 600  | - 7 200   | - 58 800               | 96 200          | 52 500                | 148 700                        | 89 900           | 7%                      |                           |

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et celles diplômées du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.

En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2015.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Les résultats se basent sur les revenus nets des adultes diplômés de l'enseignement tertiaire (par comparaison avec les revenus nets des adultes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire).

4. Année de référence : 2014.

**Source :** OCDE (2019) Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

**Tableau A5.3a. Coûts et bénéfices privés/publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe masculin, selon le niveau de l'enseignement tertiaire (2016)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe masculin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

| OCDE                              | Pays    | Tertiaire de cycle court (CITE 5) |                  |                         |              |                  |                         | Licence, master et doctorat, ou niveaux équivalents (CITE 6 à 8) |                  |                         |              |                  |                         |
|-----------------------------------|---------|-----------------------------------|------------------|-------------------------|--------------|------------------|-------------------------|--|------------------|-------------------------|--------------|------------------|-------------------------|
|                                   |         | Privés                            |                  |                         | Publics      |                  |                         | Privés   |                  |                         | Publics      |                  |                         |
|                                   |         | Coûts totaux                      | Bénéfices totaux | Rendement financier net | Coûts totaux | Bénéfices totaux | Rendement financier net | Coûts totaux   | Bénéfices totaux | Rendement financier net | Coûts totaux | Bénéfices totaux | Rendement financier net |
|                                   |         | (1)                               | (2)              | (3)                     | (4)          | (5)              | (6)                     | (7)  | (8)              | (9)                     | (10)         | (11)             | (12)                    |
| Australie                         | -22 300 | 135 400                           | 113 100          | -9 900                  | 60 400       | 50 500           | -77 300                 | 375 300  | 298 000          | -42 500                 | 210 600      | 168 100          |                         |
| Autriche                          | -54 300 | 264 200                           | 209 900          | -77 200                 | 204 600      | 127 400          | -69 400                 | 562 600  | 493 200          | -97 900                 | 420 200      | 322 300          |                         |
| Belgique                          | m       | m                                 | m                | m                       | m            | m                | -41 900                 | 228 500  | 186 600          | -59 300                 | 275 900      | 216 600          |                         |
| Canada                            | -27 100 | 193 800                           | 166 700          | -31 500                 | 79 900       | 48 400           | -46 300                 | 428 400  | 382 100          | -58 700                 | 191 900      | 133 200          |                         |
| Chili <sup>1</sup>                | -17 500 | 189 500                           | 172 000          | -4 500                  | 15 400       | 10 900           | -44 500                 | 684 600  | 640 100          | -18 800                 | 73 300       | 54 500           |                         |
| Colombie                          | m       | m                                 | m                | m                       | m            | m                | m                       | m  | m                | m                       | m            | m                |                         |
| République tchèque <sup>1,2</sup> | m       | m                                 | m                | m                       | m            | m                | -63 600                 | 340 400  | 276 800          | -47 500                 | 151 000      | 103 500          |                         |
| Danemark                          | -18 000 | 128 700                           | 110 700          | -48 600                 | 86 700       | 38 100           | -41 600                 | 295 400  | 253 800          | -112 400                | 258 100      | 145 700          |                         |
| Estonie                           | a       | a                                 | a                | a                       | a            | a                | -34 500                 | 200 600  | 166 100          | -56 700                 | 52 000       | -4 700           |                         |
| Finlande                          | a       | a                                 | a                | a                       | a            | a                | -23 200                 | 298 900  | 275 700          | -85 000                 | 228 200      | 143 200          |                         |
| France <sup>1</sup>               | -24 200 | 208 100                           | 183 900          | -32 700                 | 102 700      | 70 000           | -56 000                 | 489 600  | 433 600          | -72 500                 | 302 700      | 230 200          |                         |
| Allemagne                         | m       | m                                 | m                | m                       | m            | m                | -46 500                 | 392 800  | 346 300          | -91 400                 | 362 700      | 271 300          |                         |
| Grèce                             | a       | a                                 | a                | a                       | a            | a                | m                       | m  | m                | m                       | m            | m                |                         |
| Hongrie <sup>2</sup>              | -30 100 | 163 600                           | 133 500          | -20 900                 | 82 400       | 61 500           | -45 500                 | 404 600  | 359 100          | -46 400                 | 203 900      | 157 500          |                         |
| Islande                           | m       | m                                 | m                | m                       | m            | m                | m                       | m  | m                | m                       | m            | m                |                         |
| Irlande                           | -20 800 | 223 600                           | 202 800          | -25 800                 | 154 600      | 128 800          | -36 600                 | 597 500  | 560 900          | -45 500                 | 498 800      | 453 300          |                         |
| Israël                            | -4 200  | 147 600                           | 143 400          | -6 700                  | 41 800       | 35 100           | -21 900                 | 465 900  | 444 000          | -32 900                 | 264 400      | 231 500          |                         |
| Italie <sup>1</sup>               | m       | m                                 | m                | m                       | m            | m                | -28 600                 | 219 500  | 190 900          | -37 600                 | 217 300      | 179 700          |                         |
| Japon                             | m       | m                                 | m                | m                       | m            | m                | m                       | m  | m                | m                       | m            | m                |                         |
| Corée                             | -18 700 | 191 300                           | 172 600          | -8 400                  | 37 100       | 28 700           | -34 800                 | 309 800  | 275 000          | -27 700                 | 76 000       | 48 300           |                         |
| Lettonie                          | -21 000 | 95 500                            | 74 500           | -21 700                 | 41 700       | 20 000           | -32 100                 | 185 100  | 153 000          | -29 500                 | 82 900       | 53 400           |                         |
| Lituanie                          | a       | a                                 | a                | a                       | a            | a                | m                       | m  | m                | m                       | m            | m                |                         |
| Luxembourg                        | m       | m                                 | m                | m                       | m            | m                | m                       | m  | m                | m                       | m            | m                |                         |
| Mexique                           | m       | m                                 | m                | m                       | m            | m                | m                       | m  | m                | m                       | m            | m                |                         |
| Pays-Bas <sup>2,3</sup>           | -31 800 | 200 000                           | 168 200          | -29 600                 | 215 600      | 186 000          | -66 400                 | 309 800  | 243 400          | -75 900                 | 444 000      | 368 100          |                         |
| Nouvelle-Zélande                  | -39 500 | 161 300                           | 121 800          | -18 100                 | 57 000       | 38 900           | -64 900                 | 325 500  | 260 600          | -44 600                 | 140 200      | 95 600           |                         |
| Norvège                           | -29 400 | 107 000                           | 77 600           | -43 000                 | 80 300       | 37 300           | -53 400                 | 351 500  | 298 100          | -105 100                | 230 200      | 125 100          |                         |
| Pologne <sup>2</sup>              | m       | m                                 | m                | m                       | m            | m                | -45 500                 | 405 700  | 360 200          | -46 000                 | 145 900      | 99 900           |                         |
| Portugal <sup>2</sup>             | m       | m                                 | m                | m                       | m            | m                | -46 600                 | 273 500  | 226 900          | -36 900                 | 210 300      | 173 400          |                         |
| République slovaque <sup>2</sup>  | m       | m                                 | m                | m                       | m            | m                | -42 400                 | 289 700  | 247 300          | -45 200                 | 121 000      | 75 800           |                         |
| Slovénie <sup>2</sup>             | -21 500 | 167 600                           | 146 100          | -14 900                 | 117 500      | 102 600          | -38 200                 | 341 800  | 303 600          | -63 800                 | 270 500      | 206 700          |                         |
| Espagne                           | -13 900 | 128 100                           | 114 200          | -17 400                 | 46 500       | 29 100           | -41 200                 | 286 400  | 245 200          | -42 400                 | 131 400      | 89 000           |                         |
| Suède                             | m       | m                                 | m                | m                       | m            | m                | m                       | m  | m                | m                       | m            | m                |                         |
| Suisse                            | m       | m                                 | m                | m                       | m            | m                | -83 100                 | 504 100  | 421 000          | -111 000                | 175 100      | 64 100           |                         |
| Turquie <sup>2</sup>              | -6 500  | 505 100                           | 498 600          | -17 300                 | 301 300      | 284 000          | -13 700                 | 468 000  | 454 300          | -36 600                 | 280 600      | 244 000          |                         |
| Royaume-Uni                       | -53 500 | 143 600                           | 90 100           | -17 400                 | 66 100       | 48 700           | -68 200                 | 359 100  | 290 900          | -36 400                 | 176 400      | 140 000          |                         |
| États-Unis                        | -37 400 | 151 700                           | 114 300          | -32 300                 | 70 300       | 38 000           | -83 000                 | 732 800  | 649 800          | -71 800                 | 426 800      | 355 000          |                         |
| Moyenne OCDE                      | m       | m                                 | m                | m                       | m            | m                | -48 000                 | 383 700  | 335 700          | -57 900                 | 228 400      | 170 500          |                         |
| Moyenne UE23                      | m       | m                                 | m                | m                       | m            | m                | -45 700                 | 341 100  | 295 400          | -59 400                 | 239 600      | 180 200          |                         |

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les hommes diplômés de l'enseignement tertiaire et ceux diplômés du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.

En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2015.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

3. Année de référence : 2014.

**Source :** OCDE (2019) Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.



**Tableau A5.3b. Coûts et bénéfices privés/publics de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement tertiaire chez les individus de sexe féminin, selon le niveau de l'enseignement tertiaire (2016)**

Par comparaison avec un niveau de formation du deuxième cycle du secondaire chez les individus de sexe féminin, en équivalents USD convertis sur la base des PPA pour le PIB ; les coûts et bénéfices à venir sont actualisés à un taux de 2 %

| OCDE                              | Pays     | Tertiaire de cycle court (CITE 5) |                  |                         |              |                  |                         | Licence, master et doctorat, ou niveaux équivalents (CITE 6 à 8) |                  |                         |              |                  |                         |
|-----------------------------------|----------|-----------------------------------|------------------|-------------------------|--------------|------------------|-------------------------|--|------------------|-------------------------|--------------|------------------|-------------------------|
|                                   |          | Privés                            |                  |                         | Publics      |                  |                         | Privés   |                  |                         | Publics      |                  |                         |
|                                   |          | Coûts totaux                      | Bénéfices totaux | Rendement financier net | Coûts totaux | Bénéfices totaux | Rendement financier net | Coûts totaux   | Bénéfices totaux | Rendement financier net | Coûts totaux | Bénéfices totaux | Rendement financier net |
|                                   |          | (1)                               | (2)              | (3)                     | (4)          | (5)              | (6)                     | (7)  | (8)              | (9)                     | (10)         | (11)             | (12)                    |
| Australie                         | - 16 700 | 134 600                           | 117 900          | - 8 000                 | 52 200       | 44 200           | - 63 800                | 337 500  | 273 700          | - 38 100                | 155 800      | 117 700          |                         |
| Autriche                          | - 42 600 | 197 500                           | 154 900          | - 69 600                | 116 300      | 46 700           | - 54 400                | 315 000  | 260 600          | - 88 200                | 220 300      | 132 100          |                         |
| Belgique                          | m        | m                                 | m                | m                       | m            | m                | - 33 500                | 229 900  | 196 400          | - 56 300                | 257 400      | 201 100          |                         |
| Canada                            | - 19 000 | 168 500                           | 149 500          | - 27 600                | 57 000       | 29 400           | - 32 500                | 321 100  | 288 600          | - 52 100                | 138 200      | 86 100           |                         |
| Chili <sup>1</sup>                | - 11 100 | 124 000                           | 112 900          | - 4 000                 | 9 300        | 5 300            | - 31 000                | 444 000  | 413 000          | - 17 800                | 39 700       | 21 900           |                         |
| Colombie                          | m        | m                                 | m                | m                       | m            | m                | m                       | m  | m                | m                       | m            | m                |                         |
| République tchèque <sup>1,2</sup> | m        | m                                 | m                | m                       | m            | m                | - 44 900                | 203 100  | 158 200          | - 40 500                | 85 900       | 45 400           |                         |
| Danemark                          | - 6 500  | 135 900                           | 129 400          | - 41 700                | 83 000       | 41 300           | - 15 100                | 195 500  | 180 400          | - 96 300                | 126 500      | 30 200           |                         |
| Estonie                           | a        | a                                 | a                | a                       | a            | a                | - 16 000                | 164 600  | 148 600          | - 52 400                | 43 400       | - 9 000          |                         |
| Finlande                          | a        | a                                 | a                | a                       | a            | a                | - 16 500                | 259 600  | 243 100          | - 82 400                | 175 800      | 93 400           |                         |
| France <sup>1</sup>               | - 15 300 | 191 100                           | 175 800          | - 30 300                | 89 400       | 59 100           | - 37 800                | 305 000  | 267 200          | - 67 600                | 154 100      | 86 500           |                         |
| Allemagne                         | m        | m                                 | m                | m                       | m            | m                | - 34 200                | 229 700  | 195 500          | - 84 600                | 179 000      | 94 400           |                         |
| Grèce                             | a        | a                                 | a                | a                       | a            | a                | m                       | m  | m                | m                       | m            | m                |                         |
| Hongrie <sup>3</sup>              | - 24 700 | 84 300                            | 59 600           | - 18 200                | 42 500       | 24 300           | - 37 300                | 220 100  | 182 800          | - 42 200                | 110 800      | 68 600           |                         |
| Islande                           | m        | m                                 | m                | m                       | m            | m                | m                       | m  | m                | m                       | m            | m                |                         |
| Irlande                           | - 11 700 | 246 600                           | 234 900          | - 23 300                | 75 200       | 51 900           | - 20 600                | 464 500  | 443 900          | - 41 100                | 229 400      | 188 300          |                         |
| Israël                            | - 9 400  | 93 900                            | 84 500           | - 6 900                 | 12 900       | 6 000            | - 34 700                | 332 800  | 298 100          | - 33 400                | 110 900      | 77 500           |                         |
| Italie <sup>1</sup>               | m        | m                                 | m                | m                       | m            | m                | - 20 900                | 175 200  | 154 300          | - 36 800                | 125 700      | 88 900           |                         |
| Japon                             | m        | m                                 | m                | m                       | m            | m                | m                       | m  | m                | m                       | m            | m                |                         |
| Corée                             | - 19 100 | 131 100                           | 112 000          | - 8 400                 | 14 800       | 6 400            | - 35 500                | 210 700  | 175 200          | - 27 700                | 32 800       | 5 100            |                         |
| Lettonie                          | - 17 300 | 90 400                            | 73 100           | - 20 000                | 38 100       | 18 100           | - 25 800                | 181 100  | 155 300          | - 26 700                | 80 400       | 53 700           |                         |
| Lituanie                          | a        | a                                 | a                | a                       | a            | a                | m                       | m  | m                | m                       | m            | m                |                         |
| Luxembourg                        | m        | m                                 | m                | m                       | m            | m                | m                       | m  | m                | m                       | m            | m                |                         |
| Mexique                           | m        | m                                 | m                | m                       | m            | m                | m                       | m  | m                | m                       | m            | m                |                         |
| Pays-Bas <sup>2,3</sup>           | - 29 500 | 197 200                           | 167 700          | - 28 000                | 126 400      | 98 400           | - 61 900                | 316 800  | 254 900          | - 72 800                | 317 700      | 244 900          |                         |
| Nouvelle-Zélande                  | - 32 300 | 111 300                           | 79 000           | - 16 400                | 26 900       | 10 500           | - 53 300                | 267 100  | 213 800          | - 41 900                | 83 800       | 41 900           |                         |
| Norvège                           | - 17 500 | 105 500                           | 88 000           | - 36 900                | 52 400       | 15 500           | - 30 600                | 304 900  | 274 300          | - 93 500                | 142 500      | 49 000           |                         |
| Pologne <sup>2</sup>              | m        | m                                 | m                | m                       | m            | m                | - 27 300                | 287 600  | 260 300          | - 39 800                | 101 100      | 61 300           |                         |
| Portugal <sup>2</sup>             | m        | m                                 | m                | m                       | m            | m                | - 36 600                | 227 800  | 191 200          | - 35 600                | 148 700      | 113 100          |                         |
| République slovaque <sup>2</sup>  | m        | m                                 | m                | m                       | m            | m                | - 27 300                | 185 100  | 157 800          | - 39 300                | 73 800       | 34 500           |                         |
| Slovénie <sup>2</sup>             | - 16 800 | 139 800                           | 123 000          | - 12 500                | 87 000       | 74 500           | - 29 700                | 310 600  | 280 900          | - 59 300                | 218 300      | 159 000          |                         |
| Espagne                           | - 10 600 | 72 900                            | 62 300           | - 17 400                | 15 200       | - 2 200          | - 33 900                | 318 300  | 284 400          | - 42 400                | 120 500      | 78 100           |                         |
| Suède                             | m        | m                                 | m                | m                       | m            | m                | m                       | m  | m                | m                       | m            | m                |                         |
| Suisse                            | m        | m                                 | m                | m                       | m            | m                | - 81 500                | 394 800  | 313 300          | - 109 700               | 100 900      | - 8 800          |                         |
| Turquie <sup>2</sup>              | - 2 400  | 427 900                           | 425 500          | - 16 400                | 231 900      | 215 500          | - 5 200                 | 540 800  | 535 600          | - 34 600                | 286 000      | 251 400          |                         |
| Royaume-Uni                       | - 48 500 | 99 800                            | 51 300           | - 15 200                | 48 200       | 33 000           | - 60 800                | 297 900  | 237 100          | - 33 300                | 132 900      | 99 600           |                         |
| États-Unis                        | - 29 000 | 159 400                           | 130 400          | - 29 800                | 55 900       | 26 100           | - 64 400                | 474 200  | 409 800          | - 66 300                | 215 300      | 149 000          |                         |
| Moyenne OCDE                      | m        | m                                 | m                | m                       | m            | m                | - 36 800                | 293 600  | 256 800          | - 53 500                | 145 100      | 91 600           |                         |
| Moyenne UE23                      | m        | m                                 | m                | m                       | m            | m                | - 33 400                | 257 200  | 223 800          | - 54 600                | 152 700      | 98 100           |                         |

**Remarque :** Les données se basent sur la différence entre les femmes diplômées de l'enseignement tertiaire et celles diplômées du deuxième cycle du secondaire. Les valeurs ont été arrondies à la centaine la plus proche. Les coûts directs de l'éducation n'incluent pas les prêts d'études.

En raison de changements de méthodologie, les valeurs de cette édition de *Regards sur l'éducation* ne peuvent pas être comparées à celles des éditions antérieures. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations.

1. Année de référence : 2015.

2. La probabilité que les étudiants disposent de revenus correspond au taux d'emploi issu du questionnaire LSO TRANS et non au pourcentage d'actifs rémunérés selon le questionnaire LSO relatif aux revenus.

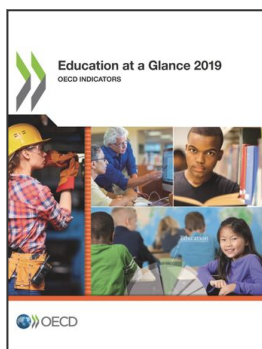
3. Année de référence : 2014.

**Source :** OCDE (2019) Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.







Extrait de :  
**Education at a Glance 2019**  
OECD Indicators

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2019), « Quels sont les facteurs financiers qui incitent à investir dans l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2019 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/330fc442-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).